



Suite

RÉGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DES PROFESSIONS LIBÉRALES

(Formulaire de demande de retraite de base)

VOTRE DEMANDE DE RETRAITE DE BASE

Vous demandez la retraite à taux plein parce que

- Vous avez l'âge de la retraite à taux plein.....
- Vous avez l'âge d'ouverture du droit et le nombre de trimestres requis
- Vous êtes médicalement inapte au travail.....
- Vous avez commencé à travailler jeune (longue carrière)

Vous demandez la retraite en qualité (conditions particulières à remplir)

- d'assuré handicapé.....

Vous demandez la retraite avec abattement

- Vous avez au moins l'âge d'ouverture du droit
mais vous n'avez pas le nombre de trimestres requis.....

Avez-vous demandé la liquidation de la totalité de vos retraites personnelles,
bases et complémentaires, françaises et étrangères ?..... Oui Non

Indiquez votre domicile fiscal.....France ..Étranger

Indiquez si vous appartenez au régime d'assurance maladie d'Alsace Moselle.. Oui Non

VOTRE CARRIERE

ACTIVITÉS EXERCÉES	PÉRIODES	NOM ET ADRESSE DES ORGANISMES DE RETRAITE AUXQUELS VOUS AVEZ COTISÉ
<input type="checkbox"/> Salarié régime général	du..... au.....	
<input type="checkbox"/> Salarié régime général	du..... au.....	
<input type="checkbox"/> Commerçant RSI (ORGANIC)	du..... au.....	
<input type="checkbox"/> Artisan RSI (AVA)	du..... au.....	
<input type="checkbox"/> Profession libérale	du..... au.....	
<input type="checkbox"/> Autres régimes (Fonctionnaires, SNCF, EDF-GDF, Militaires...)	du..... au.....	

Vous avez cessé votre activité professionnelle, indiquez la date/...../.....

Fait à :le/...../..... Signature :

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de notre organisme d'assurance vieillesse. La loi rend passible d'amende et d'emprisonnement, quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles L 114-13 du Code de la Sécurité sociale, 313-1, 313-3, 433-19, 441-1 et 441-7 du Code pénal). La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses.